



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 06/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SUEZ RV NORMANDIE**

Les Aucrais  
14190 Cauvicourt

Références : 2025.478  
Code AIOT : 0005300625

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement SUEZ RV NORMANDIE implanté Les Aucrais 14190 Cauvicourt. L'inspection a été annoncée le 16/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORMANDIE
- Les Aucrais 14190 Cauvicourt
- Code AIOT : 0005300625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations exploitées par SUEZ RV Normandie, situées sur les communes de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt et Urville, sont autorisées par arrêté préfectoral du 30/03/2005 modifié. Elles sont notamment constituées de :

- la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 1" en post-exploitation ;
- la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 2" en cours d'exploitation ;
- une déchèterie.

L'exploitation du casier 5A a débuté en juin 2025. Le casier 4G est en cours de réaménagement (mise en place de matériaux argileux sur le massif de déchets). Le casier 5B a été réceptionné lors de cette visite. Son exploitation devrait débuter à partir de mi-2026.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance de la digue périphérique	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 22.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Réception du casier 5B - Barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8 et 18	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Réception du casier 5B - Drainage et collecte des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Hauteur de lixiviats dans les casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Recherche des émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 03/07/2015, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Entretien des installations de l'ancienne zone de stockage "les Aucrais 1"	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 11 et 25.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réception du casier 5B -	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 22 et 22.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Structure du casier		
4	Réception du casier 5B - Barrière de sécurité active	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 et 19	Sans objet
6	Réception du casier 5B - Conclusion et dépôt des premiers déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	Sans objet
7	Garanties financières	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 516-1 et R. 516-2	Sans objet
10	Surveillance des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 14.5 et 14.10	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a procédé à l'étude du dossier de conformité du casier 5B et à un examen visuel sur le terrain. La visite conclut sur la nécessité de procéder à des actions correctives avant la réception des premiers déchets, à savoir la justification de la compatibilité d'un GSB sodique sur les flancs avec les performances de perméabilité attendues, des reprises de géotextile et la remise en place des matériaux drainants sur certaines zones du casier (cf. rapport). Il est rappelé que l'article 22.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2005 prévoit une remontée de barrière de sécurité passive de 2,5 m côté digue périphérique, soit 50 cm de plus que la prescription générale applicable qui a été mise en œuvre. **Cette situation s'étant déjà produite en 2007 (alvéole 2a) puis en 2019 (casier 4A), l'inspection des installations classées ne pourra pas conclure positivement suite aux contrôles deréception réalisés en application de l'article 20-III de l'arrêté ministériel précité, en cas de renouvellement decet écart réglementaire.**

L'exploitant doit également mettre en place un suivi de l'intégrité de la digue périphérique avant et après chaque tir de mine effectué sur la carrière voisine et justifier la compatibilité du géosynthétique bentonitique (utilisé en flanc de casier en renforcement de la barrière de sécurité passive) avec la nature calcaire du terrain naturel. Ces deux points devront être traités avant toute réception du casier 5C.

Enfin, l'exploitant doit procéder à l'entretien du fossé périphérique et des abords des bassins (eaux pluviales et lixiviats) sur le site des Aucrais 1.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réception du casier 5B - Structure du casier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 22 et 22.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception du casier 5B - Structure du casier

**Prescription contrôlée :**

Article 22 :

*L'article 22 alinéas 1 et 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2005 a été modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juillet 2015.*

Casier 5 B : superficie du fond de forme de 6500 m<sup>2</sup>.

Article 22.4 :

*L'article 22.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2005 a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 3 juillet 2015 et du 15 mai 2023.*

Les terrains sont nivelés avec des pentes qui ne doivent pas être inférieures à 2 % vers les drains conduisant les lixiviats vers le Nord-Ouest en un point unique par casier grâce à des pentes qui ne doivent pas être inférieures à 0,5 %.

Le point bas du fond de forme a une altitude supérieure ou égale à la cote + 95,0 m NGF, pour les casiers mis en service postérieurement au 1er juillet 2023.[...]

**Constats :**

Le dossier de conformité du casier 5B, daté du 23/01/2025 et réalisé par le tiers indépendant KOMEA et complété par courriel les 04/09/25 et 17/09/25, contient des éléments sur la structure du casier :

- des levés topographiques indiquant le point le plus bas du fond de terrassement à une cote de + 95,01 m NGF au niveau du puits de pompage des lixiviats ;
- un plan topographique et des vues en coupes du toit de la barrière de sécurité passive (BSP) confirmant la présence de pentes dirigées vers le puits de pompage des lixiviats ;
- les vues en coupes de la digue périphérique, des parements côté casiers 4 et côté digue périphérique et de la diguette de séparation en limite du futur casier 5C précisant les hauteurs et les pentes ;
- le contrôle de la mise en œuvre des matériaux de la digue périphérique Nord-Est (rapports des essais effectués sur les différentes couches et localisation de ceux-ci) indiquant des résultats conformes ;
- une étude de stabilité de la digue périphérique (cf. point de contrôle n° 2) ;
- la surface de fond du casier de 6 310 m<sup>2</sup>.

Le fond du casier, la digue extérieure et les parements ont été réalisés par l'entreprise PIGEON. Le contrôleur interne de PIGEON pour la mise en œuvre des matériaux est LCBTP. Les levés topographiques ont été réalisés par TERRA TOPO (contrôle externe).

Les éléments listés ci-dessus et indiqués dans le dossier sont conformes aux prescriptions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Surveillance de la digue périphérique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 22.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance de la digue périphérique

**Prescription contrôlée :**

*L'article 22.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2005 a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 3 juillet 2015 et du 15 mai 2023.*

[...] La digue périphérique, ancrée dans le terrain en place, est réalisée dans les règles de l'art de façon à garantir sa stabilité et sa résistance. Elle est prolongée au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation jusqu'au ceinturage complet de l'unité de stockage.[...]

#### Constats :

L'étude de stabilité de la digue périphérique (LCBTP, juin 2024) jointe au dossier de réception du casier 5B conclut « *la sécurité sur la stabilité statique en phase provisoire est satisfaisante* ». Cependant, l'étude précise : « *une surveillance devra être mise en place : état des lieux avant tirs et après chaque tir de mine, afin d'observer la survenance de pathologies éventuelles sur l'ouvrage* ». En effet, des tirs de mine sont régulièrement réalisés sur le site de la carrière voisine.

Lors de la réception du casier 5A, l'inspection des installations classées avait appelé l'attention de l'exploitant sur ce point (cf. rapport du 23/07/24). Lors de la présente visite, l'exploitant indique que la fréquence des tirs de mine est en baisse depuis quelques années. Ceux-ci ont lieu à quelques centaines de mètres (entre 200 et 500 mètres). Depuis le début 2025, 4 tirs ont eu lieu. L'exploitant indique que des vérifications visuelles ont lieu mais qu'aucune traçabilité n'est mise en place.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de définir les modalités de contrôle et de suivi de la digue périphérique avant et après chaque tir dans un délai de 3 mois conformément aux recommandations de l'étude de stabilité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 3 : Réception du casier 5B - Barrière de sécurité passive

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8 et 18

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réception du casier 5B - Barrière de sécurité passive

#### Prescription contrôlée :

##### Article 8 :

La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite "barrière de sécurité passive" constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-6}$  m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;
- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

[...] Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à

0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond. L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter.

Article 18 :

[...] Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation. L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.

**Constats :**

L'entreprise PIGEON a réalisé les travaux de mise en place de la barrière de sécurité passive (contrôle interne LCBTP). GALOPIN a mis en place le géosynthétique bentonitique (GSB) sur les flancs du casier. Le contrôle externe a été réalisé par TERRA TOPO (épaisseurs) et KOMEA (perméabilité et GSB).

Constitution du fond du casier :

Selon le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant en 2021, la barrière de sécurité passive (BSP) équivalente doit être constituée de 1,1 m (au lieu de 1 m) de matériaux argileux de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s ou d'une couche de 1 m de ces matériaux surmontée d'un géosynthétique bentonitique (GSB). En effet, la couche d'atténuation sous-jacente constituée par le sol naturellement présent n'offre pas toutes les garanties en matière d'homogénéité (couche de 5 m de perméabilité inférieure à  $10^{-6}$  m/s).

Pour le casier 5B, l'exploitant a fait le choix d'une BSP équivalente constituée de 1,1 m matériaux argileux de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s. Une étude d'équivalence réalisée par ACG en 2020 est fournie dans le dossier. Elle conclut à l'équivalence avec pour hypothèse pénalisante la présence d'une couche d'atténuation de 2 m de perméabilité à  $1.10^{-4}$  m/s.

Constitution des flancs du casier :

Le dossier de réception du casier 5B indique que les parements de BSP de perméabilité  $1.10^{-9}$  m/s réalisés sur les flancs ont une hauteur de 2 m et une épaisseur de 1 m, comme décrit dans le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant en 2021. Cependant, l'article 22.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2005 prévoit une

remontée de BSP de 2,5 m côté digue périphérique. Cette disposition n'a pas été modifiée dans l'arrêté préfectoral complémentaire portant prolongation de l'exploitation de l'ISDND et reste donc applicable. Cette hauteur étant conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND (article 8), cet écart peut-être toléré. Toutefois, il est constaté que ce non-respect de l'arrêté préfectoral a déjà été relevé pour de précédents casiers. L'étude d'équivalence indique la structure recommandée pour les flancs et précise que « *Compte tenu de la nature calcaire du substratum, nous recommandons de poser un GSB à bentonite calcique activée [...]. Il ne convient pas de retenir le GSB sodique (risque de transferts ioniques entre les ions sodiques de la bentonite et les ions calcium du substratum et de perte des caractéristiques d'imperméabilité du GSB)* ». La fiche technique du GSB « BENTOMAT AS100F-CL02 » indique qu'il est constitué de bentonite sodique granulaire enfermée entre deux géotextiles. Ceci n'est pas conforme aux recommandations de l'étude d'équivalence.

#### Contrôle des épaisseurs des matériaux et des perméabilités :

Il est à noter qu'aucune planche d'essais n'a été réalisée pour le casier 5B. Le contrôleur externe justifie que les travaux ont été réalisés à la suite du casier 5A avec la même entreprise, le même matériel et le même matériau. La planche d'essais réalisée pour le casier 5A (et le contrôle externe réalisé alors), présente dans le dossier, reste donc valable.

Le dossier contient les mesures de perméabilité réalisées sur la partie supérieure de la BSP par le contrôleur externe. Des contrôles ont également été effectués sur le parement côté digue périphérique, la diguette de séparation avec le futur casier 5C et avec les anciens casiers 4. Une mesure s'est avérée non conforme en fond de casier. La zone a été reprise et le contrôleur externe a réalisé 5 nouvelles mesures de perméabilité. Une mesure restant non conforme, une nouvelle reprise et des nouveaux essais ont été réalisés. In fine, les résultats sont tous conformes. Enfin, dans le cadre de l'équivalence, un GSB a été mis en place sur les flancs du casier. Le contrôle externe conclut sur une mise en œuvre conforme aux règles de l'art, notamment concernant le recouvrement entre les lés.

L'inspecteur a consulté les plans topographiques et les vues en coupe du contrôleur externe. L'épaisseur du fond est comprise entre 1,12 m et 1,27 m. Les vues en coupe des parements (côté casiers 4 et côté digue périphérique) indiquent que l'épaisseur minimale de 1 m et la hauteur minimale de 2 m sont respectées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier la compatibilité du GSB à bentonitique sodique utilisé en flancs du casier avec les recommandations de l'étude d'équivalence (utilisation d'un GSB à bentonite calcique activée). Le traitement de cette non-conformité est un préalable à toute réception de déchets dans le casier.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : Réception du casier 5B - Barrière de sécurité active**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 et 19

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception du casier 5B - Barrière de sécurité active
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 9 :</u> I. - Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active". Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.[...]
<u>Article 19 :</u> Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication et procède à leur contrôle après leur positionnement. Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples. Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  La géomembrane en PEHD 2 mm certifiée ASQUAL a été posée par l'entreprise GALOPIN. Le rapport contient notamment le plan de calepinage, les certifications ASQUAL des soudeurs, le contrôle interne de l'ensemble des doubles soudures et points singuliers. Le rapport conclut qu'aucune anomalie n'a été relevée lors du contrôle interne. Le contrôleur externe KOMEA indique avoir contrôlé l'ensemble des extrusions et des doubles soudures. Aucune non-conformité n'a été relevée. KOMEA émet un avis favorable sur la réalisation de la barrière de sécurité active (BSA) et certifie que la mise en œuvre du DEG (dispositif d'étanchéité par géomembrane) a été réalisée conformément aux règles de l'art et aux normes en vigueur. Suite à la visite, l'exploitant a transmis les résultats des essais destructifs réalisés sur des échantillons de soudures (courriel du 01/10/25). KOMEA indique que les résultats (résistance des soudures en traction) sont conformes aux exigences
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

[...]

II. - En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à  $1.10^{-4}$  m/s.

Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Le dispositif mentionné au précédent alinéa peut être adapté par le préfet si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence du dispositif alternatif souhaité en termes d'évacuation des lixiviats. Toutefois, l'épaisseur de la couche de drainage ne peut être inférieure à 30 centimètres.

III. - Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane. Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

#### **Constats :**

GALOPIN a réalisé les travaux sur les géocomposites et a mis en place le réseau de drains. La couche de matériaux drainant a été mise en place par PIGEON.

Un géotextile anti poinçonnant est posé sur la géomembrane sur les flancs du casier. La couche de drainage équivalente en fond de casier est constituée d'un géocomposite de drainage et d'une couche de 30 cm de matériaux drainants. Une note est jointe au dossier et conclut sur l'équivalence hydraulique avec une couche de 50 cm de matériaux drainant. Ce géocomposite de drainage assure également une fonction antipoinçonnante.

Un levé topographique réalisé par TERRA TOPO confirme une épaisseur de matériaux drainant supérieure ou égale à 30 cm en tout point du casier.

Le dossier décrit la mise en place de 3 drains PEHD de diamètre 250 mm conduisant les lixiviats vers le puits de pompage. Les pentes sont supérieures à 0,5 % (cf. point de contrôle n° 1). Les drains ont été inspectés par vidéo par SARP. Ces contrôles n'appellent pas de remarques particulières. L'exploitant indique que les modalités de mise en œuvre du puits de pompage sont les mêmes que pour le casier 5A.

La visite de terrain a permis de constater des non-conformités concernant la mise en place du géotextile (diguette, digue périphérique). En particulier, la géomembrane est apparente sur une large bande de plusieurs mètres de long au niveau de la risberme côté casier 4. Celui-ci n'assure donc plus sa fonction de protection de la géomembrane sur cette zone. Il a également été constaté que les matériaux drainants qui avaient été retirés aux extrémités des drains de collecte des lixiviats pour permettre leur contrôle n'ont pas été remis.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- repositionner / fixer / ajouter le géotextile sur les parties concernées (diguette, digue périphérique et risberme côté casier 4) et de fournir les justificatifs des réparations effectuées ;
- justifier de la remise en place les matériaux drainant au niveau des extrémités des drains de

collecte des lixiviats.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Réception du casier 5B - Conclusion et dépôt des premiers déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception du casier 5B - Conclusion et dépôt des premiers déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] II. - Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débiter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;</li> <li>- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11) ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débiter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le 22/05/2025 le dossier de conformité relatif à la réalisation du casier 5B. Celui-ci a été rédigé par l'organisme tiers KOMEA (daté du 23/01/2025). Il conclut sur le respect des dispositions réglementaires d'aménagement du casier.</p> <p>L'ensemble du dossier a fait l'objet d'un examen documentaire approfondi. Les prescriptions techniques applicables ont été vérifiées par sondage par l'inspecteur des installations classées (cf. rapport).</p> <p>La présente inspection du 9/09/2025 a permis de procéder à un examen visuel de l'aménagement du casier 5B avant tout dépôt de déchets. Les constatations ont porté sur les seules parties visibles à l'issue de l'aménagement du casier : géométrie globale du casier, mise en œuvre de géotextiles de protection de la géomembrane, répartition du massif drainant en fond de casier, emplacement du puits de collecte des lixiviats.</p> <p>Au regard de l'ensemble des informations communiquées par l'exploitant et des constats effectués sur site (cf. points de contrôle 1, 3, 4 et 5), <u>le casier 5B apparaît apte à recevoir des déchets sous réserve de procéder aux actions correctives demandées aux points de contrôle n° 3 et 5, à savoir :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifier la compatibilité du GSB à bentonitique sodique utilisé en flancs du casier avec les recommandations de l'étude d'équivalence (utilisation d'un GSB à bentonite calcique activée) ou remplacer le GSB ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- remise en place des matériaux drainants au niveau des extrémités des drains de collecte ;</li> <li>- remise en place du géotextile de protection de la géomembrane au niveaux des différentes zones identifiées (diguette, digue périphérique, risberme côté casier 4).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 516-1 et R. 516-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article R. 516-1 :</u> Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : 1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ; [...] <u>Article R. 516-2 :</u> V.- Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le 4 juillet 2025 l'acte de cautionnement des Aucrais 1 (renouvellement des garanties financières) pour la période allant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027. Concernant les Aucrais 2, l'acte de cautionnement en cours de validité couvre la période du 30 août 2023 au 30 août 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Hauteur de lixiviats dans les casiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Hauteur de lixiviats dans les casiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. [...]
<b>Constats :</b>  <u>Aucrais 1 :</u> L'exploitant mesure mensuellement la hauteur des lixiviats pour le site des Aucrais 1 dans le puits situé à l'est du dôme 2, conformément à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 décembre 2010. Les hauteurs mesurées en 2025 sont comprises entre 20 et 85 cm. L'exploitant justifie que la collecte étant gravitaire et le puits étant situé au point bas, la charge hydraulique en fond de casier est inférieure à ces mesures.

#### Aucrais 2 :

L'exploitant a fourni le registre 2025 du contrôle mensuel de la hauteur de lixiviats dans les casiers 2C, 2D, 3C à 3F et 4A à 4G, casiers dans lesquels la réinjection des lixiviats est en place, ou prévue prochainement (casiers 4C à 4G). L'exploitant indique qu'il ne procède pas au contrôle des hauteurs dans les casiers 2A, 2B, 3A et 3B car la collecte s'effectue gravitairement (par l'intermédiaire de 3 puits) et ne font pas l'objet de réinjection.

Quelques écarts ont eu lieu en février (2 casiers), mars (2 casiers) et mai (1 casier). Les non-conformités ont été à chaque fois levées le mois suivant. L'exploitant a procédé à des changements de pompes et de sondes.

Les mesures effectuées en juin et juillet sont toutes conformes (inférieures à 30 cm). La mesure dans le casier 5A a débuté en juillet avec sa mise en exploitation.

#### Cas particulier de certains casiers :

En fond des casiers 5A et 5B, l'exploitant a mis en œuvre une couche drainante équivalente aux 50 cm réglementaires, constituée d'un géotextile de drainage et de 30 cm de matériaux drainants. La hauteur de lixiviats ne devant pas excéder l'épaisseur de la couche drainante, la hauteur maximale est de 30 cm et non de 50 cm pour ces casiers (afin d'éviter toute immersion des déchets).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de recenser les casiers ayant fait l'objet d'une couche drainante équivalente inférieure à la hauteur de 50 cm et d'ajouter une colonne à son tableau de suivi des hauteurs des lixiviats indiquant l'épaisseur de la couche drainante de chaque casier.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 9 : Recherche des émissions diffuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/07/2015, article 1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Recherche des émissions diffuses

#### **Prescription contrôlée :**

L'article 12.7 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 est complété par les dispositions suivantes :  
Emissions diffuses : un contrôle de l'efficacité de la couverture définitive des casiers est réalisée par un organisme agréé indépendant selon la périodicité établie ci-dessous :

Installation	Paramètres	Périodicité
Couverture, têtes de puits, autour des puits, bords et pentes des casiers	CH <sub>4</sub>	A l'achèvement de la couverture Annuellement

**Constats :**

La dernière cartographie de la recherche des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures a été réalisée en décembre 2024 par CLD CONSEIL. Les principales zones émissives sont situées sur le talus provisoire au nord-est des casiers de la zone 4. Il est à noter que ce talus ne dispose pas de géomembrane de parement en attente de l'exploitation des casiers contigus situés sur la zone 5. Quelques fuites sont également détectées au niveau de certains puits de captage du biogaz présents dans ce talus provisoire.

L'exploitant indique qu'il a procédé à des colmatages avec des matériaux inertes en juin 2025 et qu'un prochain contrôle est prévu fin 2025. Cependant, il ne dispose pas d'une traçabilité des travaux effectués (et/ou de justificatifs) et de leur emplacement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une traçabilité (registre) des actions correctives effectuées (nature, emplacement, etc.) en lien avec la cartographie annuelle des émissions diffuses.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 10 : Surveillance des eaux de ruissellement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 14.5 et 14.10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux de ruissellement

**Prescription contrôlée :**Article 14.5 :

[...] Les effluents rejetés au milieu naturel par infiltration doivent respecter les seuils de rejet suivants ; [...]

Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température doit être inférieure à 30° C.

Polluant	Concentration en mg/L
MEST	35
COT	70
DCO	125
DBO <sub>5</sub>	30
Azote global	30
Phosphore total	30

Hydrocarbures totaux	10
Phénols	0,1
Métaux* totaux dont :	15
Cr <sup>6+</sup>	0,1
Cd	0,2
Pb	0,5
Hg	0,05
As	0,1
Fluor et composés	15
Composés organiques halogénés	1
CN libres	0,1

\* les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al

#### Article 14.10 :

[...] Les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées doivent subir une analyse du pH et une mesure de résistivité avant tout rejet. [...]

Une analyse, au minimum trimestrielle, de la qualité des eaux stockées dans les bassins des eaux pluviales qui regroupent les eaux n'ayant eu aucun contact avec les déchets, est effectuée sur le paramètres suivants :

- hydrocarbures, pH, DCO, DBO<sub>5</sub> ;
- phénols, Cr<sup>6+</sup>, Pb, Cd, Hg, As fluorures.

Une analyse annuelle par un organisme agréé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable de l'ensemble des paramètres de l'article 14.5 sera effectuée.

#### Constats :

L'exploitant a fourni les derniers résultats des analyses effectuées en mars et juin 2025 par CARSO sur les eaux des bassins 1B1 (Aucrais 1) et 2B1 et 2B5 (Aucrais 2) avant infiltration.

Les résultats sont conformes aux prescriptions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 :** Entretien des installations de l'ancienne zone de stockage "les Aucrais 1"

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 11 et 25.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien des installations de l'ancienne zone de stockage "les Aucrais 1"

**Prescription contrôlée :**

Article 11 :

Les prescriptions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 sont complétées par les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 décembre 2010.

« Pour les Aucrais 1, dans le cadre de la post exploitation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la maintenance de l'ensemble des installations et des équipements présents sur le site et particulièrement l'installation de destruction par combustion du biogaz (torchère), les clôtures grillagées et les portails existants, les bassins d'eaux pluviales et de ruissellements, les fossés périphériques de collecte d'eaux pluviales, le réglage du réseau de captage du biogaz, les pompes de relevage des lixiviats, les bassins de collecte des lixiviats, etc. »

Article 25.2 :

[...] La mise en végétation de chaque zone réaménagée est effectuée le plus tôt possible, conformément aux éléments produits dans le dossier de demande d'autorisation. Il en est de même des talus et de la digue périphérique qui sont engazonnés et plantés d'arbres ou arbustes. La végétation implantée ne doit pas pouvoir présenter de racines susceptibles de détériorer la couverture finale.

**Constats :**

L'inspecteur constate lors de la visite qu'une végétation spontanée assez dense (petits arbustes, ronces, etc.) s'est développée autour des bassins et du fossé périphérique de collecte des eaux pluviales et autour du bassin de collecte des lixiviats. Pour les bassins, l'espace entre ceux-ci et la clôture n'a manifestement pas été entretenu depuis plusieurs mois. Pour le bassin des lixiviats, la végétation descend par endroits le long de la géomembrane et se rapproche des lixiviats.

Il est également constaté, depuis le chemin périphérique situé en contrebas, la présence d'une végétation spontanée (petits arbustes) sur certaines zones situées entre la digue périphérique et la couverture.

Il est rappelé à l'exploitant que la présence de végétation racinaire peut nuire à l'intégrité des géomembranes et de la couverture finale, et donc à l'étanchéité de ces ouvrages.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'entretien des abords des bassins (lixiviats et eaux pluviales) et du fossé périphérique dans un délai de 3 mois. Il doit également justifier l'absence d'impact sur la géomembrane des bassins.

L'exploitant s'assurera que la végétation se développant sur certaines zones de la couverture finale (notamment à proximité du talus périphérique) ne présente pas de racines susceptibles de détériorer la couverture finale, de favoriser l'infiltration d'eaux pluviales dans le massif de déchets et donc la production de lixiviats.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois